

INTRODUCTION

Sous le vernis : la pauvreté

► Un article de *Chrystelle Barbier*

Alors que la crise financière frappe de plein fouet le monde entier, le Pérou fait figure d'exception. Dans une Amérique latine en pleine ébullition, ce pays andin aux 30 millions d'habitants accumule les bons résultats macro-économiques. Mais les fruits de la croissance sont-ils bien redistribués ? La pauvreté, en tous les cas, est loin d'être éradiquée.

Un taux de croissance en hausse continue depuis douze ans (6,5% en 2011, 5,7% prévu en 2012), une inflation maîtrisée (4,5% en 2011)... « *Le Pérou est une des économies les plus dynamiques du monde* », a félicité la directrice du Fonds monétaire international (FMI) Christine Lagarde, fin novembre 2011. De passage dans la capitale, Lima, Mme Lagarde a même salué « *une étoile naissante en plein ascension, formant partie de la nouvelle vague des marchés émergents leaders* ». Cuivre, argent, or... La richesse des sous-sols et les prix internationaux des matières premières dopent la croissance nationale, qui repose en grande partie sur les exportations de minerais. En termes d'exportations (source: www.siicex.gob.pe), tous types de produits confondus, la Chine est le premier client du Pérou en 2011 (16%), suivie par les USA (13%) et la Suisse (12%).

Le Pérou est un pays agricole. En 2011, il a exporté 1,6 million de tonnes de fruits et de légumes pour un montant de 2,46 milliards de dollars US contre 1,7 milliard l'année précédente (source: promperu.gob.pe). Avocats, asperges, artichauts, paprika, oignons, mais aussi mangues, raisins et mandarines... Les produits agricoles péruviens exportés se dirigent à plus de 90% vers l'Europe et les États-Unis, où ils rencontrent un succès croissant.

De son côté, l'agriculture biologique offre de nouvelles opportunités aux producteurs de café, de cacao ou de banane. Avec plus de 75 000 hectares de café certifiés « bio », le Pérou est devenu le premier producteur de café biologique au monde. Ce succès a même convaincu certains agriculteurs d'abandonner la production de feuilles de coca, une culture occupant plus de 60 000 familles.

Réalités contrastées

Bien que vénérée par les populations andines qui la consomment depuis des siècles, la production de feuilles de coca sert aussi de matière première à l'élaboration de cocaïne (90% de la production va au narcotrafic), faisant du Pérou le principal producteur et exportateur (environ 330 tonnes en 2010) de cette drogue au monde, avec la Colombie et la Bolivie. Une première place que l'État évite d'ébruiter au moment où le pays est une destination d'affaires et de tourisme (voir notre encadré) de plus en plus prisée.

« *Le Pérou avance* », n'a cessé de scander Alan Garcia, qui a présidé le pays de 2006 à 2011. Certes, des progrès ont été enregistrés après deux décennies « perdues » (de 1980 à 2000) durant lesquelles le conflit entre la guérilla du Sentier Lumineux (d'inspiration maoïste-léniniste) et l'État péruvien a fait près de 70 000 victimes. La guérilla est aujourd'hui réduite à une faction armée, qui accompagne les narcotrafiquants dans le centre du pays. Le Pérou est jugé l'une des économies les plus stables du continent. Le taux de pauvreté a baissé, passant de 44,5% en 2006 à 31,5% de la population en 2011.

Fracture sociale

Pourtant, tout n'est pas aussi positif que les chiffres et les rapports économiques pourraient le faire croire. En 2011, les résultats inattendus de l'élection présidentielle ont reflété la fracture sociale.

Chrystelle Barbier

Journaliste française basée au Pérou depuis 2004. Correspondante pour divers médias francophones dont *Le Monde* et *Radio France Internationale*.

Un malaise que douze ans de croissance n'ont pas réussi à diminuer. Car si une partie de la population a bénéficié de l'essor économique, l'écart entre les plus pauvres et les plus riches ne s'est pas réduit. Bien que le taux ait chuté, un tiers de la population vit toujours au-dessous du seuil de pauvreté et les plus démunis ont la sensation d'être laissés pour compte. Selon le Pnud, 14,2% des Péruviens n'avaient pas accès à l'eau potable en 2011, 19% vivaient sans système d'égouts et un cinquième de la population n'avait pas électricité. Alors que les voitures de luxe prolifèrent dans la capitale, les maisons de fortune de tôle et de bois s'entassent sur les pentes des collines de Lima, où l'on vit dans la plus grande précarité.

Tout n'est pas aussi positif que les chiffres et les rapports économiques le font croire.

Fatigués de cette réalité, les Péruviens ont voulu protester au moyen des urnes, en 2011, en envoyant au second tour de la présidentielle le nationaliste de gauche Ollanta Humala et la députée Keiko Fujimori (droite conservatrice). Ex-officier du cadre de réserve ayant servi dans l'armée pendant les années de terrorisme, M. Humala est largement arrivé en tête du premier tour alors qu'il était le seul des candidats en lice à promouvoir « la grande transformation » du système économique néolibéral en place au Pérou depuis 1990. Promettant l'instauration d'un État fort, défendant les intérêts nationaux, Ollanta Humala a recueilli un grand succès chez les électeurs les plus pauvres et dans les régions de province historiquement exclues par le pouvoir centralisateur de la capitale, qui concentre près du tiers de la population totale du pays.

Face au nationaliste, Keiko Fujimori a profité de l'aura dont bénéficie encore son père, l'ancien président (1990-2000) Alberto Fujimori, malgré sa condam-



Le Pérou (1 285 220 km²) est divisé en 24 régions (divisées elles-mêmes en provinces), auxquelles il faut ajouter la province de Lima, entité au statut particulier, distincte de la région de Lima. Le Pérou est un pays dit décentralisé, avec de larges compétences dévolues aux régions et aux provinces.

nation en 2009 à 25 ans de prison pour corruption et violation des droits de l'homme. Promettant la continuité du système économique, Mme Fujimori a finalement obtenu le soutien des entrepreneurs, inquiets face à la possible option nationaliste.

Le second tour de la présidentielle entre Ollanta Humala, défendu par les mouvements de la société civile, et Keiko Fujimori, soutenue par l'establishment, a donné lieu à une campagne féroce divisant le pays, mais c'est finalement le nationaliste qui l'a emporté, grâce à l'appui *in extremis* de nombreux intellectuels, comme l'écrivain Mario Vargas Llosa, qui ont poussé l'ancien militaire à modérer considérablement un programme jugé trop radical.

Courbe rentrante ?

Le 28 juillet 2011, Ollanta Humala a donc pris la tête d'un pays profondément divisé. D'abord objet d'une forte opposition de la part des secteurs financiers qui craignaient l'arrivée au pouvoir d'un proche du président vénézuélien Hugo Chavez, peu apprécié au Pérou, le colonel à la retraite de 49 ans a rapidement su

apprivoiser les secteurs les plus conservateurs en nommant à la tête du ministère de l'Économie et de la Banque centrale des personnages-clefs, synonymes de continuité économique.

Assurant vouloir être jugé sur ses actes et non sur ses discours, Ollanta Humala a multiplié les voyages en province depuis son investiture, toujours accompagné de sa femme, Nadine, son bras droit et principal conseiller. Il a aussi promulgué la loi de consultation anticipée des peuples, très attendue dans un pays multiculturel, qui devrait permettre, à terme, aux peuples indigènes de s'exprimer sur l'ensemble des projets concernant leur terre et éviter ainsi de nombreux conflits.

Très suivie, l'élection d'Ollanta Humala a fait naître beaucoup d'espoirs et a suscité l'engouement de nombreux Péruviens qui réclamaient une amélioration du système en place. Mais la lune de miel n'a pas duré.

Depuis le mois de septembre 2011, le président est confronté à plusieurs conflits sociaux d'envergure. Hérités du gouvernement précédent, ces conflits ont repris

Suite à la page suivante >

Dossier Pérou : pays d'exception?



avec d'autant plus d'intensité que les acteurs attendaient d'Ollanta Humala une réponse immédiate à leurs revendications.

Alors qu'il était candidat, le nationaliste était souvent apparu aux côtés des manifestants. Mais le vent est-il en train de tourner ? Le président explique devoir désormais «prendre des décisions au nom de l'État pour le bien de

tous les Péruviens». Au risque de renier certaines promesses électorales, il a fait le choix du maintien de l'immense projet minier Conga dans le nord du Pérou, malgré l'opposition d'une grande partie du peuple. Une attitude que ses alliés politiques issus de divers partis de gauche ne comprennent pas, la qualifiant avec dédain de «virage à droite».

«Je ne suis ni de droite ni de gauche mais d'en bas», répond le chef de l'État, qui assure vouloir «unir le pays». Les temps à venir seront-ils donc ceux de la «grande transformation» ou de la «grande continuation» ? Les Péruviens attendent surtout que la croissance se traduise enfin en un développement visible aux quatre coins du pays. ■